



## Pas de terres, pas de travail, pas de revenus

**La société suisse Addax Bioenergy a loué, en 2009, 54 000 hectares de terrain en Sierra Leone pour y planter de la canne à sucre. Elle a, dans le même temps, construit une raffinerie pour transformer la canne à sucre en éthanol. Du carburant destiné à l'exportation. Silnorf, le Réseau de Sierra Leone pour le droit à l'alimentation, et *Pain pour le prochain* ont suivi le projet dès le début et soutenu la population concernée, afin qu'elle puisse faire valoir ses droits. Le troisième rapport de suivi sur la question vient d'être publié.**

Le rapport de suivi 2016 sur le projet d'Addax Bioenergy à Makeni couvre la période de juillet 2014 à juin 2016. Addax y a été active jusqu'en juin 2015 ; elle a depuis cessé ses activités opérationnelles.

### Arrêt des travaux de la part d'Addax et conséquences (2015-2016)

Cette partie du rapport repose sur les recherches menées par Silnorf et *Pain pour le prochain* et se base sur les entretiens réalisés avec les habitants et les habitantes du village. Elle prend également en compte des documents publiés par Addax et deux études scientifiques suisses sur les conséquences du projet de Makeni.<sup>1</sup>

**Pas d'accès aux terres – pas de terres.** La population ne peut accéder à ses terres. Même si la société n'exploite plus les terres, les contrats de bail avec Addax Bioenergy sont toujours valables. Selon une étude réalisée par l'ONG Namati, active dans le domaine juridique, il est pratiquement impossible pour les anciens propriétaires des terres de les récupérer.<sup>2</sup> La population villageoise n'a même pas le droit d'utiliser les surfaces non cultivées qui se trouvent entre les installations d'arrosage. Par ailleurs, le terrain a été aplani et drainé pour la production de canne à sucre et tous les arbres ont été abattus. Ce terrain n'est donc plus utilisable conformément au mode de production des familles paysannes. L'une de ces paysannes le confirme : « Nous ne pouvons désormais plus utiliser ces terres. Elles sont toutes infertiles. Nous avons besoin de soutien pour pouvoir continuer à cultiver. »

**Pas de travail – pas de revenus.** Addax Bioenergy avait engagé 1128 personnes de manière fixe. Avec l'arrêt de la production, ces dernières ont été mises en congé. Elles reçoivent encore 45% de leur salaire mensuel ; un montant insuffisant pour vivre. Les employés temporaires (2243 personnes), quant à eux, ont tous perdu leur emploi. Des personnes tributaires des travaux saisonniers pour pouvoir nourrir leur famille. De nombreuses micro-entreprises, le plus souvent gérées par des femmes, ont disparu. Sans terres, les familles sont dépendantes de l'argent d'Addax pour subvenir à leurs besoins. C'est pourquoi elles disent aujourd'hui n'avoir jamais vécu dans une telle pauvreté. Le chef du village déclare avec pertinence : « Nous sommes reconnaissants envers Addax. Elle a amené de l'argent. Avant nous étions tous pauvres. Puis les gens se sont habitués à l'argent de l'entreprise. Aujourd'hui, nous n'avons plus ni terres ni travail. Nous n'avons jamais connu une telle pauvreté. »

<sup>1</sup> Patrick Bottazzi, Adam Goguen et Stephan Rist (2016), *Conflicts of customary land tenure in rural Africa: is large-scale land acquisition a driver of institutional innovation?*, Journal of Peasant Studies, pp. 1-18.

Stephan Rist, Thomas Cottier et Stefan Mann (2016), *Executive Stakeholder Summary*, titre du projet: *L'accapement des terres (« land grabbing ») et la Suisse*, sur:

[http://www.nfp68.ch/SiteCollectionDocuments/Rist\\_ExecutiveSummary\\_FR.pdf](http://www.nfp68.ch/SiteCollectionDocuments/Rist_ExecutiveSummary_FR.pdf).

<sup>2</sup> Sonkita Conteh (2016), *The Addax bioethanol project: legal implications of a change of ownership, a study conducted by Namati Sierra Leone*.





**Production vivrière limitée.** Les activités agricoles habituelles sont gravement perturbées : il reste trop peu de terres à cultiver. D'autre part, les programmes agricoles mis sur pied par Addax, comme le « Farmer Development Programme » (FDP) ont pris fin. Il manque également de main-d'œuvre, car bon nombre de jeunes gens ont quitté le village. Engager des ouvrières et des ouvriers agricoles venant d'autres villages coûte trop cher, car les gens ne veulent plus travailler dans les champs. Les systèmes d'exploitation agricole qui prévalaient jusqu'ici se sont effondrés. L'espoir nourri par les habitants de pouvoir, avec Addax, mécaniser la production et avoir recours à des tracteurs, par exemple, n'est plus qu'un souvenir.

**Programmes sociaux d'Addax.** Depuis que le projet est suspendu, il ressort de plus en plus que les programmes sociaux proposés par Addax étaient nécessaires mais très peu ancrés dans la durabilité. La plupart des machines qui pouvaient être louées via le FDS, le service de soutien aux paysans, ne fonctionnent plus. De nombreux agriculteurs et agricultrices dépendent à nouveau du travail manuel pour pouvoir cultiver de grands champs. Les récoltes seront insuffisantes pour garantir la sécurité alimentaire de la population. Les programmes pour des potagers villageois (VVG) et l'école agricole et de vie pour les paysans (FFLS, « Farmer Field and Life School ») ne fonctionnent plus non plus. Conséquence directe : une charge de travail plus élevée pour les femmes. Un homme témoigne : « Les femmes doivent à nouveau travailler les champs à la houe. »

**Sécurité alimentaire.** La cessation d'exploitation par Addax Bioenergy porte sérieusement atteinte à la sécurité alimentaire de la population concernée. Sans argent et sans terres, la famine menace en permanence.

- **Riz et huile de palme.** Les habitants ne peuvent pratiquement plus cultiver de riz et sont donc dépendants de l'importation. Mais le riz importé est cher. La population rapporte que cette denrée fait désormais l'objet d'un rationnement. La situation est identique en ce qui concerne l'huile de palme, une composante importante de l'alimentation traditionnelle, car les palmiers à huile ont été abattus.
- **Légumes, fruits et poisson.** Autrefois, on trouvait légumes, fruits et poissons dans les champs, les forêts, les étangs et le fleuve alentours. Les femmes doivent désormais les acheter, souvent dans des endroits éloignés, à Makeni par exemple. Avant, la population pouvait pêcher des poissons non loin des villages. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'alimentation des villageois (en particulier des enfants) est ainsi moins variée. Auparavant, il était aussi possible de vendre certains de ces aliments : une source de revenus supplémentaires pour les femmes en particulier.
- **Articles de consommation courante.** La situation est tout aussi critique en ce qui concerne le bois de construction et de chauffage. Dans ce domaine aussi, la charge des femmes augmente : elles sont principalement responsables de récolter le bois de chauffage. Les habitantes des villages doivent aller loin et payer pour le bois. Elles ont par ailleurs perdu une source de revenus supplémentaires.
- **Accès à la nourriture.** Les quelques petites commerçantes de la région ont cessé leurs activités. Ceci complique d'autant plus, pour les communautés, l'accès à l'alimentation de base. Une grande partie des habitantes et des habitants doit se rendre dans la ville la plus proche et payer cher pour leur nourriture.

**Vie au village.** Tous ces changements ont aussi des conséquences sur la cohabitation dans les villages. Beaucoup d'hommes autrefois employés se retrouvent sans occupation. La charge de travail des femmes, au contraire, ne fait qu'augmenter. Les jeunes gens ont soit quitté les villages, soit restent inoccupés. Cette situation mène à l'augmentation des cas de dépendance à l'alcool, de bagarres et de violence domestique.





D'autre part, les villageois et les villageoises manquent d'argent pour payer les frais scolaires de leurs enfants ou pour rembourser les emprunts effectués au sein du village.

**Feux de forêt et misère à Romaro.** Des incendies gigantesques ont détruit une grande partie des installations d'arrosage d'Addax. Ces incendies ont également eu des conséquences désastreuses pour la population, comme dans le village de Romaro. Le feu a démarré dans les champs de canne à sucre. Il s'est ensuite propagé aux maisons et aux rizières (bolilands) autour des villages, sur lesquelles le riz avait été mis à sécher. Les barrières qui protégeaient autrefois de la propagation des feux de forêts ont été détruites pour faire place aux plantations de canne à sucre.

**L'irréductible village de Masethleh.** Masethleh, un village situé au centre de la région d'implantation du projet, n'a concédé presque aucune terre à Addax. Au contraire, il a gardé notamment des bolilands (rizières de plaine) et des arbres pour sa propre communauté. Les villageois et les villageoises racontent qu'ils ont aujourd'hui toujours leurs propres légumes, fruits, riz et bois. Les habitantes et habitants d'autres villages confirment que Masethleh va mieux que leurs villages respectifs. Revers de la médaille : en raison de leur résistance, les habitants de Masethleh n'ont obtenu que peu de places de travail. Ils n'ont par ailleurs pas pu avoir de puits, ni pu bénéficier des programmes destinés à la mécanisation de l'agriculture, alors même qu'ils souhaitent y prendre part.

**Sentiment d'avoir été trompés.** Dans de nombreux villages, la communauté a le sentiment d'avoir été trompée par Addax et par ses propres autorités. Certains membres racontent qu'au début, ils n'osaient pas dire non : il était évident que le projet recevait un fort soutien de la part des autorités et du gouvernement. De plus, Addax et les autorités auraient pressé les villageois de donner leur accord. Nombre d'entre eux estiment toutefois qu'ils n'ont pas toujours reçu des informations détaillées sur les conséquences du projet. Ils ont aussi cru aux promesses de « développement ».

**Un avenir incertain.** Les nombreuses incertitudes quant à l'avenir mènent au désespoir. Les communautés n'ont pas été correctement informées sur les causes, la durée et les conséquences de l'arrêt de la production. Elles n'ont également aucun droit de regard. Par ailleurs, elles ne savent pas qui est responsable de la situation actuelle, qui sont les propriétaires d'Addax et auprès de qui elles pourraient protester.

**Ebola et autres catastrophes – vulnérabilité et résilience** L'arrêt de la production d'Addax Bioenergy est une nouvelle catastrophe, après l'épidémie d'Ebola qui a durement touché la région en 2014. Il est évident qu'Addax ne peut être tenue pour responsable de tous les problèmes liés à la sécurité alimentaire et à la pauvreté. Les données et les témoignages recueillis montrent cependant que la situation des personnes habitant la région où s'est implanté le projet est extrêmement précaire. Ils montrent aussi que la population est devenue plus vulnérable, suite au projet Addax et à ses conséquences. Une étude du Programme national de recherche 68 (PNR 68)<sup>3</sup> a également constaté cette vulnérabilité, tout comme une régression de la résilience.

### Les attentes de la population

La population n'avait et n'a toujours aucun droit de regard sur le projet. Une étude sur les possibilités juridiques existantes pour les propriétaires des terres et les *paramount chiefs* (les chefs du troisième niveau d'unité administrative en Sierra Leone) conseille de renégocier tous

<sup>3</sup> Stephan Rist, Thomas Cottier et Stefan Mann (2016), *Executive Stakeholder Summary*, titre du projet: *L'accaparement des terres (« land grabbing ») et la Suisse*, sur: [http://www.nfp68.ch/SiteCollectionDocuments/Rist\\_ExecutiveSummary\\_FR.pdf](http://www.nfp68.ch/SiteCollectionDocuments/Rist_ExecutiveSummary_FR.pdf).



les contrats. Et ceci bien qu'une clause du contrat stipule que le Conseil national des *paramount chiefs* ne peut résilier les baux avant leur échéance<sup>4</sup>.

**Les attentes envers Addax.** La population est déçue et même fâchée contre Addax. Dans le même temps, la majeure partie des communautés espère qu'Addax va relancer la production au plus vite. Même si le projet d'Addax a engendré des problèmes et que les habitantes et les habitants ont l'impression que la plupart des promesses n'ont pas été tenues, ceux-ci ont accepté l'entreprise – certes juste par manque d'alternatives. Ils sont ainsi véritablement contraints d'accepter l'entreprise et son projet. Si aucun acheteur n'est trouvé et que le projet est interrompu, ce sont avant tout les villageoises et les villageois qui en subiront les conséquences.

**Les attentes vis-à-vis d'une nouvelle entreprise.** Dans le cas où une autre entreprise reprendrait le projet, nombreuses sont les personnes à espérer que les programmes sociaux soient relancés et même améliorés. Tous attendent de la part des nouveaux investisseurs qu'ils soient disposés à reconsidérer le plus rapidement possible les baux de location des terres dans de meilleures conditions.

**Position par rapport à une éventuelle fermeture.** Si le projet était définitivement interrompu, de nombreux villageois retourneraient à l'agriculture. Ceux-ci le confirment : l'agriculture a toujours été leur travail premier. Mais pour cela aussi ils auraient besoin d'aide : pour remettre en état leurs terres, pour s'organiser en groupements de paysans de base (FBO) ainsi que pour avoir accès à des crédits et d'autres prestations.

**Attentes vis-à-vis des bailleurs de fonds.** Addax Bioenergy va sans doute vendre le projet de Makeni à l'investisseur sino-britannique Sunbird Bioenergy, une entreprise à la réputation douteuse. Par ailleurs, les institutions financières de développement (DFI en anglais) ont consenti à peu près à la moitié des investissements. C'est pourquoi les banques de développement, par exemple celles d'Allemagne, des Pays-Bas ou de Suède, ainsi que la Banque africaine de développement et l'*Emerging Africa Infrastructure Fund*, par lesquelles la Suisse a indirectement mis de l'argent à disposition, ont aussi leur responsabilité. Silnorf et *Pain pour le prochain* exigent que ces institutions de développement assument maintenant leur responsabilité. La fin des rapports contractuels entre l'une de ces institutions et Addax ne met pas un terme à la responsabilité de la banque de développement et des gouvernements qui la soutiennent. Les banques de développement doivent aussi accompagner les personnes sur place quand la situation a changé.

## Arrêt des travaux de la part d'Addax : causes et conjectures

Le 25 juin 2015, Addax a fait savoir sur son site Internet qu'elle allait réduire la production développée dans le cadre du projet Makeni afin de procéder à une analyse de l'exploitation. Le 1<sup>er</sup> juillet, suite à une séance de crise, Addax informait publiquement qu'elle allait suspendre sa production ce même jour. Elle a annoncé qu'elle avait fermé la fabrique et ne planterait ni ne récolterait plus de canne à sucre. Addax annonçait que cette situation devait durer six mois. Par la suite, l'entreprise a prolongé à deux reprises la suspension d'activité pour une durée de trois mois à chaque fois. Certains éléments peuvent expliquer cette décision:

**Événements imprévisibles.** Addax invoque l'épidémie d'Ebola, qui s'est déclenchée en mai 2014, comme raison principale à l'arrêt de la production. Il est plus vraisemblable que la chute drastique des prix de l'énergie en soit la cause.

---

<sup>4</sup> Sonkita Conteh (2016), *The Addax bioethanol project: legal implications of a change of ownership, a study conducted by Namati Sierra Leone.*



D'autre part, les objectifs de l'UE en matière de biocarburants qui permettent de garantir la vente de la production ont du plomb dans l'aile.

**Coûts globaux et dépassement des coûts.** Des pertes élevées ont certainement conduit à l'arrêt de la production. Le niveau de ces pertes n'est pas connu. On ne sait pas non plus quel a été le montant réel des investissements et celui qui avait été prévu initialement. Les chiffres articulés sont différents selon les acteurs. Des représentants d'Addax ont expliqué ces pertes par les coûts élevés engendrés par la main-d'œuvre étrangère. Trois d'entre eux ont aussi évoqué des erreurs de gestion.

**Rendement faible.** Le rendement de la canne à sucre a été nettement plus bas que prévu par Addax. Plusieurs chiffres circulent, mais la différence entre les objectifs fixés et la récolte était en tous les cas énorme. Ceci a eu une influence négative sur la rentabilité du projet. L'entreprise n'a pas non plus pu tenir sa promesse d'injecter 14 mégawatts d'électricité par année dans le réseau national.

**Reproches envers les villageois.** Addax a prétendu que les habitants des villages auraient contribué à cette situation critique, en particulier par des vols. Les habitants se sont défendus et ont affirmé n'avoir rien volé. Par ailleurs, des représentants d'Addax et les villageois se sont accusés mutuellement d'être responsables de feux de broussailles et d'incendies survenus dans les champs de canne à sucre. Mais aucune des deux parties ne peut prouver ses accusations.

## Activités commerciales d'Addax (2014-2015) : évaluation

Le chapitre consacré aux activités d'Addax avant la suspension du projet évoque seulement les aspects nouveaux ou ayant fortement évolué depuis le rapport de suivi de 2014.<sup>5</sup> Les points critiqués dans le rapport de 2014 qui ne sont plus mentionnés sont toutefois toujours d'actualité.

**Prévention et traitement d'Ebola.** Lorsque, à la mi-juillet 2014, le virus Ebola s'est propagé dans la région d'implantation du projet, Addax a pris plusieurs mesures afin de prévenir, diagnostiquer et traiter la maladie. Ces mesures ont souvent eu lieu en collaboration avec le gouvernement. Il n'est pas prouvé qu'une partie de l'argent engagé provenait d'Addax. La majeure partie du montant provenait de fonds publics, en particulier de la Banque autrichienne de développement (ÖEB, en allemand).

**Paiement des locations et des frais de reconnaissance.** Addax a versé le montant des locations pour 2015 aux propriétaires des terres, aux conseils des chefferies (*chiefdom*) et des districts ainsi qu'au gouvernement national. Les paiements pour 2016 se font toujours attendre.

**Travail et conditions de travail.** En mars 2015, Addax comptait au total 3850 collaborateurs et collaboratrices indigènes. Les conditions de travail étaient satisfaisantes. Toutefois, plus de la moitié des collaborateurs (2243) étaient des employés temporaires, s'acquittant généralement de tâches manuelles dans les champs de canne à sucre et dans la fabrique. Ils devaient travailler durant les périodes où ils devaient également travailler dans leurs propres champs. En dehors de ces périodes, ils n'avaient pas d'occupation. Seule une toute petite proportion des employés étaient des femmes (6%). Le processus de recrutement était sujet à la corruption et au favoritisme.

<sup>5</sup> SiLNoRF 2014, *Final Monitoring Report on the Operations of Addax Bioenergy by Sierra Leone Network on the Right to Food (SiLNoRF) for the Period July 2013 – June 2014*, <https://sites.google.com/site/silnorf/news-1/monitoring-report-2014> (vu le 11.06.2016)





**Programmes sociaux.** Les communautés ont été inscrites gratuitement à un programme de développement pour les paysans (FDP). Des terres assolées ont été mises à leur disposition en 2014 et en 2015. Mais Addax n'a pas eu recours au savoir local pour mettre en œuvre le FDP, ce qui s'est traduit par des conséquences négatives sur le rendement. De nombreuses familles, surtout les plus pauvres, n'ont pu venir à bout du travail nécessaire pour cultiver du riz sur les surfaces gigantesques du FDP. Le rendement était donc mauvais.

Près de 300 familles de petits paysans et des groupements de femmes de 20 villages ont participé au Service de développement des paysans (FDS). Parfois, les habitants et les habitantes ont pu bénéficier trop tardivement des prestations telles que labourage, car aucun tracteur ni machine n'étaient disponibles. C'est pourquoi les récoltes ont été mauvaises. Les coûts pour le labourage des terres étaient presque aussi élevés que ceux des fournisseurs de tracteurs commerciaux. Les paysans ne pouvaient pas tous s'offrir les services du FDS pour l'utilisation de grosses machines, ce qui a mis en danger la sécurité alimentaire.

Une école agricole et école de vie pour les paysans (FFLS) ainsi qu'un potager villageois (VVG) ont été mis sur pied. Deux communautés rapportent qu'elles ont eu de mauvaises récoltes car Addax a labouré le terrain trop tard, a utilisé des semences de mauvaise qualité et n'a pas eu recours au savoir-faire local.

Treize organisations de paysans (FBO) des villages concernés par le projet Addax sont inscrites auprès du Ministère de l'agriculture de Sierra Leone. Les autres paysans ont indiqué ne pas avoir assez d'argent pour pouvoir s'enregistrer en tant que groupements de paysans.

**Champs fertiles (bolilands).** En 2015, Addax a commencé à rendre certaines terres, par exemple à Robis Waka et Kiampkakolo. Mais dans bon nombre des 53 communautés villageoises, une grande partie des surfaces fertiles, les bolilands, est encore sous le contrôle direct d'Addax. Or, ces terrains seraient essentiels pour que les communautés puissent assurer leur existence.

**Eau.** A Romaro, Addax a construit un puits doté d'une pompe manuelle permettant à la communauté d'avoir accès à de l'eau potable. Mais cet accès reste un problème majeur pour la plupart des communautés. De nombreux villages ne possèdent pas encore de puits, ni de pompes. Les villages situés près de la fabrique, notamment, n'ont plus d'eau potable : Addax leur avait conseillé de ne plus utiliser l'eau des environs. Ce n'est que beaucoup plus tard que l'entreprise a mis à disposition deux réservoirs d'eau de 500 litres, remplis deux fois par semaine. La plupart des communautés de la région où s'est implantée Addax dépendent du fleuve Rokel. Or, Addax utilise l'eau du fleuve pour irriguer les cultures. Les habitants supposent que les eaux résiduelles provenant des champs s'écoulent ensuite dans le fleuve, lequel est désormais contaminé par les pesticides et les engrais. Silnorf a pu prouver ce phénomène ; des analyses d'eau réalisées en 2013 et 2014 ont par ailleurs confirmé la pollution du fleuve.<sup>6</sup>

**Amélioration des infrastructures.** Le développement de certaines infrastructures parmi les plus importantes a eu lieu avant la fermeture, l'amélioration des routes, par exemple. Lorsque les habitants avaient encore de l'argent à disposition, ils l'ont investi dans la construction de maisons et de latrines.

**Production d'électricité.** Addax avait promis de produire du courant. Cette promesse était devenue l'un de ses arguments centraux pour convaincre le gouvernement local, les autorités et les villageois. Il a même servi à faire passer les détracteurs du projet Addax comme étant des adversaires du développement. Dans les faits, Addax n'a produit et injecté du courant dans le réseau national que durant quelques semaines en novembre 2014. Quel qu'ait été le projet initial, Addax a en réalité surtout utilisé du courant sur le réseau national, déjà trop sollicité.



<sup>6</sup> Voir rapport de suivi 2014